

Questions orales

franche et honnête par un politicien qui oublie sa propre profession. . .

M. le Président: Nous passons maintenant aux questions orales.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, Statistique Canada a fait savoir que l'indice composite, une mesure de la façon dont l'économie devrait se comporter, est en baisse pour le sixième mois de suite. En publiant ce renseignement, Statistique Canada disait: «Par le passé, six baisses consécutives ont toujours été suivies d'une récession de l'économie.»

Je voudrais que le premier ministre nous dise si lui et son gouvernement sont d'accord avec leur agence de statistiques, qui prévoit une récession, et lui demander s'il admettra que cette récession est le résultat direct de la mauvaise politique économique de son gouvernement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que le chef de l'opposition considère une période bien courte.

Il néglige de dire que pendant sept ans et demi nous avons eu une forte croissance qui a conduit à une surchauffe de l'économie. C'est un phénomène naturel, après une surchauffe il faut une période de ralentissement. Nous sommes dans cette période de ralentissement, car il importe de se débarrasser des pressions inflationnistes pour amener une baisse des taux d'intérêt et reprendre un rythme de croissance non inflationniste, de façon à connaître une nouvelle période prolongée de croissance soutenue comme celle que nous avons eue pendant la majorité des années 1980.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre essaie d'éluder le fait que son gouvernement et sa politique économique sont à l'origine de la récession.

Je voudrais demander, au ministre des Finances et au premier ministre, pour quelle raison ils essaient, alors que nous sommes en période de récession, comme le ministre vient de l'admettre, ils essaient d'imposer aux Canadiens cette épouvantable taxe sur les produits et

services, une taxe que les Canadiens considèrent mal venue et mal à propos, puisque nous entrons dans une récession, si nous n'y sommes pas déjà.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention des députés d'en face sur ce que disait Jean Chrétien il y a 13 ans: «Je m'inquiète de voir que l'on a découvert de graves problèmes structureux dans la taxe de vente à la fabrication. Ces problèmes ne peuvent être tolérés indéfiniment». Ils ne l'ont pas été puisqu'en 1981, Allan MacEachen, alors ministre des Finances, disait: «La taxe de vente fédérale imposée au niveau de la fabrication comporte un certain nombre de défauts de structure» et il expliquait qu'elle nuisait aux exportateurs et favorisait les importateurs.

Monsieur le Président, les députés d'en face nous disent qu'ils le savent, mais alors pourquoi résistent-ils au changement? Pourquoi s'opposent-ils à ce que l'on remplace une taxe de vente qui devait être changée, par une autre qui résout ces problèmes? La seule réponse que je peux donner, c'est qu'il s'agit d'une opposition systématique, car lorsqu'ils formaient le gouvernement, ils. . .

• (1420)

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, on reconnaît bien là la fausse logique qui caractérise le gouvernement: il veut remplacer une taxe qui pose des problèmes par une taxe qui en pose encore davantage et par une autre encore pire.

[Français]

Pourquoi le ministre refuse-t-il de regarder les faits quand les taux d'intérêt grimpent, quand la surévaluation du dollar canadien bloque nos exportations, que le taux des faillites s'emballe et que même l'Agence de statistique de son propre gouvernement indique maintenant une récession? Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien pour arrêter cette récession qui touche notre économie et pourquoi le gouvernement essaie-t-il d'imposer sa TPS qui va, à la lumière de toute la situation, aggraver la situation et causer de grandes difficultés à l'économie canadienne?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a parlé de fausse logique. Je lui demanderais d'examiner la fausseté de la logique suivante. En 1985, le sénateur MacEachen a dit: «À mon avis, il serait très arrogant que nous modi-